

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER EN ALGERIE ATTRACTIVITE ET OPPORTUNITES

P. HAFID ILIAS
Pr DANI EL KEBIR MAACHOU
Université de Sidi Bel Abbés

الملخص:

تعنى هذه الورقة البحثية بدراسة الرهانات الرئيسية لتدفقات الأموال الأجنبية في الجزائر و تحديد المزايا التي تستفيد منها البلدان المضيفة من خلال استقطاب الاستثمار الأجنبي المباشر و تسهيل انسيابه إلى الداخل . حيث أظهرت نتائج الدراسة للنموذج عن طريق اختبار السببية لـ Granger أن للانفتاح الاقتصادي و كذا سعر الصرف تأثير معنوي على تدفقات الاستثمار الأجنبي في الجزائر خلال الفترة ما بين 1980-2011.

الكلمات المفتاحية : الاستثمار الأجنبي المباشر ، الاقتصاد الجزائري ، التنظيم ، التكامل المتزامن

Résumé :

Cette présente étude nous permet d'identifier les défis majeurs des flux des capitaux étrangers en Algérie et de présenter les avantages de cette source (IDE) sur les économies hôtes. Les résultats de l'estimation du modèle à travers le test de causalité de Granger ont montré que l'ouverture économique et le taux de change ont un effet significatif et certainement causent les flux d'investissements directs étrangers durant la période 1980-2011.

Mots clés : investissement direct étranger, économie algérienne, réglementations, cointégration.

Introduction :

Les investissements directs étrangers (IDE) apparaissent la plus part du temps comme des vecteurs de transferts de richesse, de connaissance... d'un pays à un autre et stimulent ainsi la croissance dans les pays d'accueil qui voient souvent leur niveau de développement s'accroître du fait des bienfaits des IDE. Aujourd'hui, nous assistons à une véritable chasse à ce type d'investissement et à une concurrence rude entre les PVD qui se ruent de façon acharnée dans la diversification de leurs économies en vue de mettre en valeur les déterminants susceptibles d'attirer le plus d'investisseurs étrangers et bénéficier ainsi de tous les avantages que véhicule l'IDE. Les dirigeants des PVD sont en effet aujourd'hui conscients que l'IDE est un véritable vecteur de croissance et partant, contribue au développement économique de leurs pays.

Selon les données publiées par la CNUCED (Rapport de 2014), les IDE mondiaux sont repartis à la hausse en 2013, les entrées augmentent de 9% pour atteindre 1450 milliards de dollar avec une projection de 1600 milliards de dollars en 2014 et 1700 milliards de dollars en 2015 et 1800

milliards de dollars en 2016. Le même rapport a montré que les pays développés ont bénéficié de 566 milliards de dollars en 2013 soit 39% d'IDE entrants, tandis que les entrées d'IDE dans les pays en développement ont atteint un nouveau pic estimé à 778 milliards de dollars, soit 54% du total mondial. Les 108 milliards de dollar restants sont allées au pays en transition. Dix des vingt premiers destinataires d'IDE sont aujourd'hui des pays en développement ou des pays en transition. L'objectif de ce papier est d'essayer d'introduire les notions de l'investissement direct étranger au regard de la littérature qui en détermine l'essence dans une première section. Dans la deuxième section nous présenterons les facteurs d'attractivité et les opportunités d'investissement en Algérie. Les flux de l'investissement direct étranger en Algérie seront présentés à la troisième section. Dans la quatrième section nous présenterons un essai de modélisation des facteurs d'attractivité d'IDE en Algérie.

1- Notions sur l'investissement direct étranger.

1.1- Définition de l'investissement direct étranger : La plupart des organismes internationaux tels que la Banque Mondiale, le FMI, la CNUCED, l'OCDE et l'OMC retiennent le seuil de 10 % du capital social. Au delà de ce seuil l'investissement étranger, il est dit « direct ». L'investissement étranger en portefeuille (appelé aussi Indirect) est donc tout investissement étranger ne dépassant pas le seuil prédéfini.

La Banque Mondiale définit l'investissement direct étranger comme : « l'acquisition d'un intérêt durable dans la gestion de l'entreprise. L'investissement direct étranger suppose l'intention de détenir un actif pendant quelques années et la volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif ». L'investissement étranger en portefeuille quant à lui, correspond au reste des investissements étrangers.

1.2- Revue de la littérature : La création ou le développement d'un groupe multinational passe nécessairement par un investissement transfrontalier ; on parle alors d'investissement direct étranger (IDE). L'IDE peut prendre deux formes différentes : une entreprise peut créer Ex nihilo une nouvelle entité à l'étranger, avec l'installation de nouveaux moyens de production et le recrutement de nouveaux employés (Greenfield investment), ou bien elle peut aussi racheter des actions d'une société déjà existante et procéder ainsi à une fusion-acquisition (Brownfield investment) (Krugman et al, 2012). Dès lors, les entreprises deviennent multinationales lorsqu'elles organisent leur production en une chaîne de valeur qui peut être fragmentée dans plusieurs pays. Elles peuvent aussi délocaliser les activités nécessitant une main-d'œuvre non qualifiée dans les pays où les coûts salariaux sont plus faibles et recentrer

leur production sur les activités à plus forte valeur ajoutée et nécessitant une main-d'œuvre plus qualifiée (Chiappini, 2013).

La littérature a mis en évidence une large gamme de déterminants qui expliquent les mouvements des flux d'IDE ; ce sont des facteurs avec des effets significatifs sur lesquels les investisseurs choisissent de s'implanter d'un pays à l'autre. Les économistes (Lipsey, 1999), (Truman et Emmert, 1999), (Love et Lage Hidalgo, 2000), (Charkrabarti, 2001), (Obwona, 2001) soutiennent que les déterminants de l'IDE les plus significatifs sont la dimension du marché, les facteurs macroéconomiques et le stock du capital (Fatima Boualam, 2008).

La notion de l'attractivité se révèle au cœur de la synthèse de localisation des IDE. On peut donc distinguer deux types de facteurs qui permettent de répondre à la question d'attractivité, des facteurs internes et des facteurs externes. Les premiers correspondent à des actifs intangibles spécifiques à la firme tel que les technologies et le savoir-faire...etc. qui rendent difficiles les transactions de marché en raison des défaillances du marché liées à ces actifs (Zouhour et al, 2007) ; d'autre part il existe des facteurs qui sont liés à l'environnement externe de la firme tels que la taille du marché, le niveau de revenu réel, le niveau et le coût de la main-d'œuvre, l'intégration économique internationale ou régionale, la libéralisation des politique commerciale (Natalia, 2010).

Dans le même cadre de l'amélioration du climat favorable vis-à-vis l'investissement étranger et, selon les résultats obtenus par (Laurent et Mignolet, 2010), le taux moyen effectif est un déterminant significatif du choix de localisation de l'investissement quand le taux marginale effectif de taxation en explique le volume, tandis que la qualité des institutions et infrastructures (bien publics) affecte également la décision de l'implantation d'IDE (**Blonigen, 2005**). De plus une faible qualité des institutions nécessaires au bon fonctionnement des marchés (et /ou la corruption) augmente les coûts de transactions dans le territoire hôte (**Zouhour et al, 2007**).

Alors que (**Wei, 2000**) montre que le niveau de corruption est fortement et négativement corrélé aux IDE, Plus précisément (**Mucchielli, 1998**) a mis quatre déterminants principaux dont la firme décide d'implanter une unité de production tels que suivant : la taille du marché, le nombre d'entreprises locales ou étrangères existantes , les couts des facteurs de production, et enfin les politiques d'attractivité.

Les IDE peuvent contribuer directement et indirectement à la croissance d'une économie en améliorant les connaissances, le savoir-faire technique et les retombés technologiques (l'apprentissage par la pratique et par l'observation) (Mazhar et al, 2014). Cette conclusion est bien

confirmée avec les résultats obtenus par (Borenztein et al, 1998) pour que les IDE stimulent la croissance à la condition qu'une main-d'œuvre éduquée et qualifiée permette de tirer un avantage des effets de débordement technologique induits par les investissements étrangers. Simultanément, la stabilité macroéconomique comme la stabilité politique jouent un rôle majeur sur l'attractivité des pays de destination pour les investisseurs étrangers

2- Les facteurs d'attractivité et les opportunités d'investissement en Algérie : Pour examiner le climat d'affaire et les facteurs d'attractivité en termes d'investissement en Algérie, on a basé notre étude sur le rapport de la compétitivité du monde arabe publié en 2010 par le forum économique mondial. Le terme compétitivité désigne l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays. Ce niveau de productivité, quant à lui, détermine les taux de rendement obtenus par les investissements opérés dans une économie. Les taux de rendement étant vecteurs de taux de croissance, il y a de fortes chances pour qu'une économie plus compétitive gagne en croissance et en prospérité à moyen, et à long terme.

Depuis son introduction en 2005, l'indice de compétitivité globale (GCI) est la principale méthodologie utilisée par le World Economic Forum pour évaluer la compétitivité. Ce modèle, élaboré par Xavier Sala-i-Martin et le World Economic Forum, repose sur l'idée que les éléments déterminants de la compétitivité sont nombreux et interdépendants selon une organisation complexe. Le GCI identifie ces interactions par le biais du calcul d'une moyenne pondérée entre différentes composantes, chacune représentative d'un aspect particulier de la compétitivité (World Economic forum ,2011). Cependant, le rapport a classé l'Algérie selon les 12 composants de l'indice de compétitivité globale tel que le tableau suivant :

Tableau N° 02 : le classement de l'Algérie selon le GCI en 2010.

| | Classement (sur 139 économies) | Résultats (1-7) |
|-----------------------------------|--------------------------------|-----------------|
| Institutions | 98 | 3,5 |
| Infrastructure | 87 | 3,5 |
| Stabilité macro-économique | 57 | 4,8 |
| Taille du marché | 47 | 4,39 |
| Efficiences du marché du travail | 123 | 3,7 |
| Développement du marché financier | 135 | 2,8 |
| Ouverture à la technologie | 106 | 3,0 |

Source : World Economic Forum, étude de la compétitivité du monde arabe 2010, p36

3- les flux de l'investissement direct étranger en Algérie ; Selon les chiffres de l'Agence nationale pour le développement des investissements (ANDI), l'Algérie a attiré 102 projets d'IDE en 2008, qui ont permis la

création de 10723 emplois directs. Les montants investis sont conséquents : 6,2 milliards d'euros de montants bruts annoncés, contrairement à ce qui est observé pour d'autres pays méditerranéens. Loin de battre en retraite, les investissements du Golfe consolident leurs positions en Algérie. En 2008, 15 projets d'IDE représentent 4,9 milliards d'euros bruts arrivent du Golfe (contre 13 projets d'IDE en 2007) (ANIMA, 2009).

L'Algérie a attiré ces dernières années des flux croissants d'IDE, leur stock restant faible. Elle a introduit une règle limitant à 49% la participation d'un investisseur étranger, les soumissionnaires étrangers devant trouver par ailleurs des partenaires locaux pour les contrats publics. Après la nette diminution de 2012, les IDE entrant ont augmenté en 2013 sans atteindre le niveau de 2011. Les autorités tentent d'améliorer le climat des affaires, qui reste perfectible. Ainsi, l'Algérie a été classée 154^{ème} sur 189 pays dans le classement Doing Business 2015 de la Banque mondiale, le pays reculant de sept places par rapport à 2014, les investisseurs sont devenus en effet plus prudents depuis la sanglante prise d'otage sur le site gazier d'In Amenas en 2013. Toutefois, un important gisement pétrolier découvert en 2013 devrait attirer de nouveaux investisseurs. Le développement des gisements d'hydrocarbures restant nécessitera des afflux d'IDE conséquents dans les années prochaines. En outre, la construction d'un complexe sidérurgique a commencé début 2015, le Qatar possédant 49% du capital du projet estimé à 2 milliards(EUR) (BNP PARIBAS, Trade solutions).

Tableau N° 03 : les flux d'investissements directs étrangers en Algérie dans la période (1998-2013).

unité : (millions USD)

| | | | | | | | | |
|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Années | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
| IDE | 606,6 | 291,6 | 280,1 | 1107,9 | 1065 | 633,7 | 881,9 | 1081,1 |
| Années | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| IDE | 1795,4 | 1661,8 | 2593 | 2746,4 | 2301 | 2581 | 1499 | 1691 |

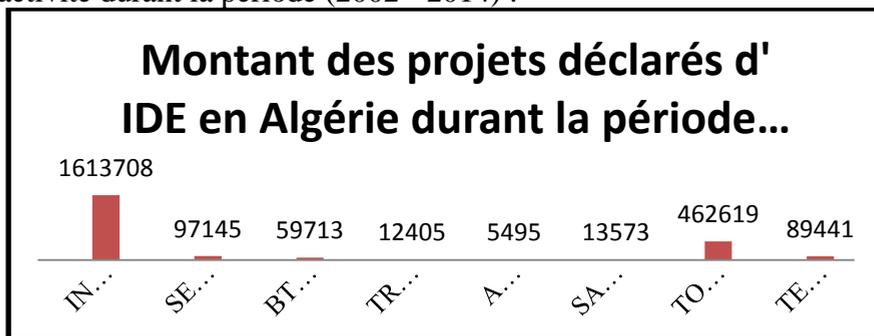
Source : The Arab Investment and Export Credit Guarantee Corporation : Statistics

Les flux d'IDE sont restés relativement stables en Algérie durant la plus grande partie des années 90 ; ils ont augmenté sensiblement vers la fin de la décennie pour atteindre le niveau de 35,66 milliards de dinars en 1998. Ces flux ont toutefois quelque peu reculé en 1999 de -45,45% mais, si on prend par exemple l'année 2006 on constate une évolution remarquable des flux d'IDE qui ont atteint 130,40 milliards de dinars, soit

une augmentation de 64,43% par rapport à l'année précédente. Tout en se maintenant à des niveaux quasiment triples de ceux du début de la décennie 90, l'internationalisation de la production s'est donc nettement intensifiée durant les années 90.

L'année 2012 se caractérise également pour l'Algérie par une nette percée des annonces d'investissement dans le secteur automobile (7 projets), à commencer par la conclusion, après 3 ans de négociation, du projet d'usine Renault à Oran lequel, mené en partenariat avec l'état algérien via le FNI et la SNVI, devrait permettre à terme la création de plus 7000 emplois et l'arrivée sur le marché d'un certain nombre de sous-traitants. (ANIMA, 2012).

Selon l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), l'investissement direct étranger a sensiblement progressé dans tous les grands secteurs de l'économie. L'industrie a bénéficié de la part majoritaire des flux en atteignant plus de 1613 708 millions de dinars dans la période 2002 – 2014, l'équivalent de 68,55% du total, avec un nombre important d'emplois égale à 63928. Le secteur du tourisme s'est classé en deuxième position avec un montant intéressant de l'ordre de 462619 millions de dinars et 14080 d'emplois. Alors que le secteur de services a bénéficié 97145 millions de dinars, tandis que le secteur de l'agriculture a enregistré 5495 millions de dinars de l'IDE. Le graphique suivant montre la répartition des projets d'investissement déclarés étrangers par secteur d'activité durant la période (2002 - 2014) :



Source :Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) sous le lien : www.andi.dz

4- Modélisation des facteurs explicatifs des IDE en Algérie : Notre étude est basé sur l'analyse des données des séries chronologiques qui touchent la période (1980-2011) sélectionnées à partir de la base de données du FMI, l'office national des statistiques en Algérie « ONS », les bases de données du « CNUCED », la banque mondiale, et international Financial statistic « IFS », « statistical, Economic and social research and training center of islamic contries SESRIC », l'analyse se fait donc à

partir d'un modèle linéaire sur des données des facteurs d'ordre économique avec des effets fixes, le modèle estimé est le suivant :

$$IDE_t = f(\text{caractéristiques économique de l'Algérie en } t) + \varepsilon_t$$

L'approche économétrique commence par la spécification de l'équation IDE suivante :

$$IDE_t = \alpha_1 + \alpha_2 PIB_t + \alpha_3 DEP_t + \alpha_4 OUV_t + \alpha_5 TAIL_t + \alpha_6 CHANG_t + \varepsilon_t$$

IDE_t les flux d'IDE entrants, OUV_t est l'ouverture économique (l'ensemble des exportations et des importations/ PIB), DEP_t est les dépenses publiques, $TAIL_t$ est la taille du marché, PIB_t est le produit intérieur brut du pays dans l'année t, $CHANG_t$ est le taux de change réel, α_1 jusqu'à α_6 sont des paramètres du modèle et ε_t est le terme d'erreur.

Résultats empiriques : Pour examiner l'impact des déterminants économiques susmentionnés sur l'investissement direct étranger en Algérie à long terme « la cointégration », on doit d'abord vérifier la stationnarité des séries temporelles des variables. Par définition, la série chronologique est considérée comme non stationnaire si son espérance et sa variance se trouvent modifiées dans le temps. Dans le cas où ces caractéristiques restent invariants, la série est alors stationnaire (Bourbonnais R, 2011).

Par ailleurs, les tests de racines unitaires de Dickey -Fuller (DF 1979) permettent d'étudier la stationnarité des séries par la détermination d'une tendance stochastique, alors que les tests Dickey-Fuller Augmentés (ADF 1981) sont fondés sur l'estimation par moindres carrés ordinaires (MCO) et ils se déroulent de manière similaire aux test DF simples, seules les tables statistiques diffèrent (Bourbonnais R, Ex, 2012). Et le tableau suivant nous présenté sur les résultats obtenus par un traitement du logiciel EVIEWS version 6.

Tableau N⁰ 04 : résultats de tests de stationnarité

| Variables | Test ADF dans 1 ^{ère} différences | | |
|-----------|--|-----------|-----------|
| | t-statistic | 5% | 10% |
| IDE | -6,615316 (0,0001)* | -2,967767 | -2,622989 |
| PIB | -5,868144 (0,0001)* | -2,967767 | -2,622989 |
| DEP | -4,989828 (0,0003)* | -2,963972 | -2,621007 |
| OUV | -3,618454 (0,0116)* | -2,967767 | -2,621007 |
| TAIL | -9,009738 (0,0001)* | -3,568379 | -3,218382 |
| CHANG | -3,240785 (0,0273)* | -2,963972 | -2,621007 |

* les valeurs entre parenthèses sont les probabilités

Les résultats des tests ADF de racines unitaires effectuées montrent que les t-statistic des séries chronologiques sont inférieurs aux valeurs critiques du tableau à 5% et 10%. Si On prend par exemple la série d'IDE : on constate que $t^* = -6,615316 < t_{\text{tabulé}}^{0,05} = -2,96776$ et ainsi de suite, dans ce cas là, on rejette l'hypothèse H_0 ; c'est-à-dire qu'il n'existe pas une racine unitaire et les séries temporelles sont stationnaires dans les 1^{ères} différences. On passe maintenant de vérifier le nombre de relations de cointégration par le test de JOHANSEN (1988). Il propose deux tests fondés sur les valeurs propres d'une matrice issue d'un calcul en deux étapes : la première fait le calcul de deux résidu u_t et v_t , et la deuxième étape consiste à calculer les valeurs propres de la matrice (Bourbonnais R). Le tableau suivant nous montre les résultats du test de relation de cointégration à long terme entre les séries :

Tableau n°05 : résultats du test de cointégration de johansen

| Hypothèses | Eigenvalue | Trace-statistic | critical value (5%) | Prob. |
|------------|------------|-----------------|---------------------|--------|
| Aucune * | 0,921037 | 178,5987 | 95,75366 | 0,0000 |
| Au plus 1* | 0,809038 | 104,9741 | 69,81889 | 0,0000 |
| Au plus 2* | 0,682578 | 56,95941 | 47,85613 | 0,0056 |
| Au plus 3 | 0,403553 | 23,68126 | 29,79707 | 0,2142 |

D'après les résultats issus, on détermine le nombre des relations tel que suivant :

- Rang de la matrice π égal à 0 ($r=0$), soit $H_0 : r = 0$ contre $H_1 : r > 0$. Les quatre valeurs propres de la matrice A estimée sont égale à : $\lambda_1 = 0,921$, $\lambda_2 = 0,809$, $\lambda_3 = 0,682$, $\lambda_4 = 0,403$.

- Pour $r = 0$: $\lambda_{\text{trace}} = 178,59 > \text{critical value}^{0,05} = 95,75$ on rejette donc l'hypothèse H_0 , le rang de la matrice n'est pas 0.

- pour $r = 1$: $\lambda_{\text{trace}} = 104,97 > \text{critical value}^{0,05} = 69,81$ on rejette donc l'hypothèse H_0 , le rang de la matrice n'est pas 1.

- Pour $r = 2$: $\lambda_{\text{trace}} = 56,95 > \text{critical value}^{0,05} = 47,85$, on rejette donc l'hypothèse H_0 , le rang de la matrice n'est pas 2

- Pour $r = 3$: $\lambda_{\text{trace}} = 23,68 < \text{critical value}^{0,05} = 29,79$ on accepte donc l'hypothèse H_0 , le rang de la matrice n'est pas 3, il est inférieur. Et nous acceptons donc l'hypothèse de deux (02) relations de cointégration.

A partir de ces résultats, nous pouvons passer au troisième teste qui permet de déterminer la nature des relations obtenues au test précédant. Le tableau suivant présente les résultats du teste de causalité de Granger.

Tableau N°06 : résultats du test de causalité de Granger

| <i>Hypothèses nulles</i> | <i>Obs</i> | <i>F-statistic</i> | <i>Prob.</i> |
|-------------------------------|------------|--------------------|--------------|
| <i>PIB ne cause pas IDE</i> | 30 | 1.16978 | 0.3269 |
| <i>IDE ne cause pas PIB</i> | | 0.24199 | 0.7869 |
| <i>DEP ne cause pas IDE</i> | 30 | 0.57110 | 0.5721 |
| <i>IDE ne cause pas DEP</i> | | 0.12641 | 0.8818 |
| <i>OUV ne cause pas IDE</i> | 30 | 7.39408 | 0.0030 |
| <i>IDE ne cause pas OUV</i> | | 5.10342 | 0.0138 |
| <i>TAIL ne cause pas IDE</i> | 30 | 1.82349 | 0.1823 |
| <i>IDE ne cause pas TAIL</i> | | 0.43896 | 0.6496 |
| <i>CHANG ne cause pas IDE</i> | 30 | 8.68462 | 0.0014 |
| <i>IDE ne cause pas CHANG</i> | | 1.57806 | 0.2263 |

Selon les résultats du tableau N° 06, nous constatons que la probabilité critique du test H_0 : PIB ne cause pas IDE est égale à 32,6 % > 5 %. Nous acceptons l'hypothèse H_0 , et cela donne la même conclusion pour la relation entre la dépense publique avec l'investissement étranger et la taille du marché, mais au contraire l'analyse exprime et confirme que la probabilité critique du test H_0 : OUV ne cause pas IDE est égale à 0,3% < 5% ; nous rejetons donc l'hypothèse H_0 et l'ouverture économique est la cause de l'évolution de l'investissement étranger et réciproquement, ainsi pour le change est la cause pour les flux de l'IDE parce que sa probabilité critique est égale à 0,1% < 5% . Cette conséquence est bien confirmée par le teste précédent de Johansen qu'il y a deux relation de cointégration.

5- Conclusion.

L'analyse qui a été faite par le présent papier a démontré que l'Algérie déploie énormément d'efforts depuis quelques années pour attirer les capitaux étrangers et profiter des externalités de l'investissement étranger. Mais notre constat est que le pays n'attire qu'un nombre limité d'IDE par rapport au potentiel de son climat d'affaire. Les résultats empiriques des estimations des séries chronologiques sur la période 1980-2011 suggèrent l'existence d'une relation significative (teste de granger) entre les flux d'investissement étranger et l'ouverture commerciale et le taux de change à long terme, ce qui confirme les avantages des reformes structurelles et juridiques des politiques commerciales du pays en terme d'amélioration du climat d'investissement en Algérie.

Par ailleurs, même si l'on considère que les autres déterminants économiques n'ont pas eu d'effets significatifs sur l'attractivité d'IDE tel que la taille du marché et l'évolution du PIB à long terme, cela ne reste jamais incompatible avec la littérature qui préconise un impact effectif de ces déterminants sur le choix de l'investisseur étranger. Enfin, l'amélioration du climat des affaires en Algérie, demeure pour une bonne part un sujet crucial. Les autorités algériennes doivent en effet élaborer des

politiques cohérentes d'amélioration des conditions institutionnelles, économiques et financières pour bénéficier davantage de capitaux étranger. Pour ce faire le gouvernement algérien devrait à notre sens, œuvrer davantage dans la poursuite des grands objectifs suivants : la modernisation du cadre de l'investissement, l'amélioration de l'image du pays, une meilleure communication avec l'étranger, le renforcement du secteur privé, la consolidation d'un tissu de PME/PMI compétitif, et enfin une plus grande valorisation de la ressource humaine.

Bibliographie :

ANIMA investment network. (2009), Investissement direct étranger vers les pays Med en 2008 face à la crise, étude n⁰03, Mars .p57

BLONIGEN B. (2005), A review of the empirical literature on FDI determinants, *Working paper*, NBER, n⁰ 11299

BNP PARIBAS, Algérie : les investissements, sous le lien suivant : www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/algerie/investir

BORENSZTEIN E., GREGORIO J., et LEE J. (1998), How does foreign investment affect growth ?, *Journal of international economic*, vol 45, n⁰01, pp115-135

BOUALAM F. (2008), Les institutions et attractivités des IDE, *colloque international : ouverture et émergence en méditerrané 17-18 octobre 2008 Rabat-Maroc*. p3.

BOURBONNAIS R. (2011), Econométrie : manuel et exercices corrigés ,8^e édition, Dunod, paris. p237

BOURBONNAIS R. (2012), Exercices pédagogiques d'économétrie avec corrigés et rappels synthétiques de cours, *Economica* ,2^e édition. P164

CHIAPPINI R. (2013) Investissement direct à l'étranger et performance à l'exportation, *Revue française d'économie*, volume 28 , n⁰03. pp 119-164

CNUCED. (2014), Rapport sur l'investissement dans le monde, vue d'ensemble, pp02-04

KARRAY Z., et TOUMI S. (2007), Investissement direct étranger et attractivité : appréciation et enjeux pour la Tunisie, *Revue d'économie régionale & urbaine*, n⁰03. p482

KMPG. (2012), guide investir en Algérie, édition 2012.p48

KRUGMAN P., OBSTFELD M., et MELITZ M. (2012), Economie internationale, *Pearson éducation*, 9^e édition, France. p195

LAURENT H., MIGNOLET M., MEUNIER O. (2010), Investissement direct étranger, Régimes fiscaux, mode de financement et politique économique régionale, *Revue d'économie régionale & urbaine*, n⁰04. pp797-824

MAZHAR M., et NATALIA V. (2014), Investissement direct étranger et éducation dans les pays en voie de développement, *Revue économique*, vol 65(article en prépublication),pp1-32

NATALIA V. (2010), Intégration économique et IDE verticaux : un modèle à trois régions, *Revue d'économie régionale & urbaine*, n^o04.pp773-796

WEI S. (2000), How taxing is corruption on international investors?, *Review of Economics and Statistics*, vol 82.n^o01, pp1-11

World Economic Forum. (2010) ,étude de la compétitivité du monde arabe, p36

Sources des données :

Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) : www.andi.dz

Arab Investment and Export Credit Guarantee Corporation : www.iaigc.net

Banque mondiale (BM) : www.banquemondiale.org

Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : www.unctad.org

Fonds monétaire international (FMI) : www.imf.org

Office national des statistiques (ONS) : www.ons.dz

Statistical, Economic and social research and training center of islamic contries (SESRIC) : www.sesrtcic.org